

LE DÉSARROI EN ALLEMAGNE : ON RÉCLAME UN DICTATEUR !

EXCELSIOR

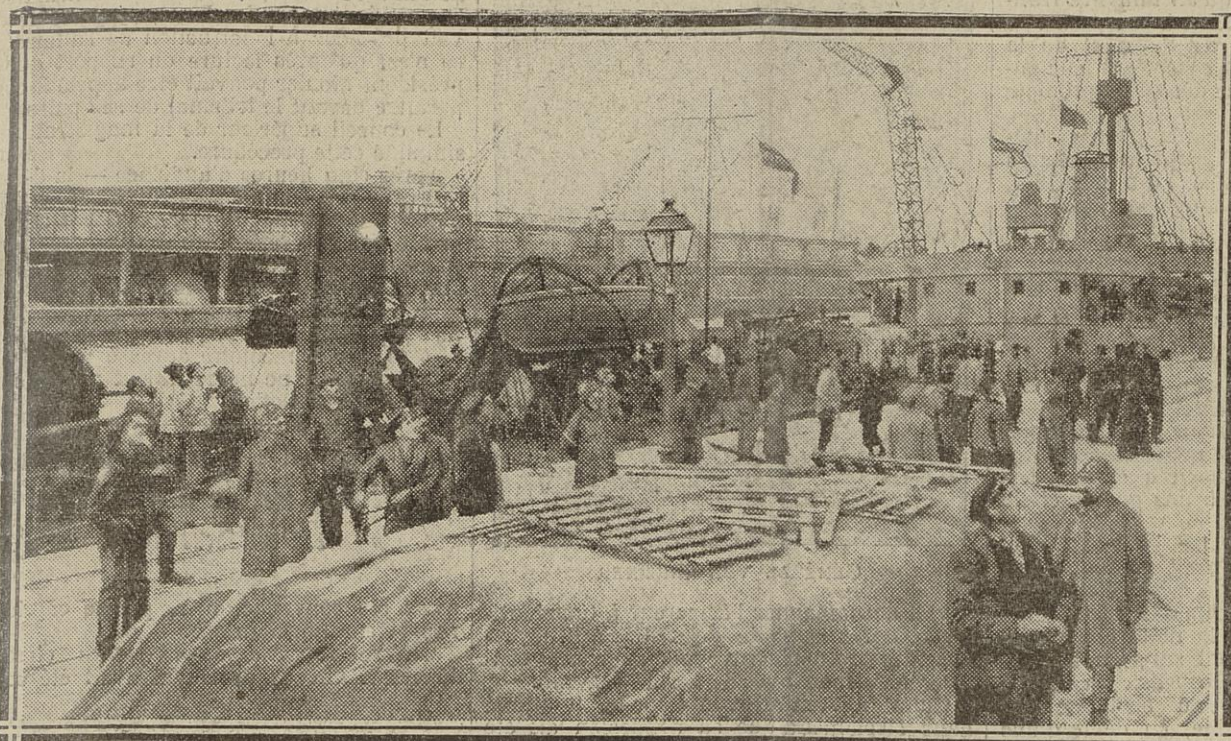
Huitième année. — N° 2.529. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLÉON.

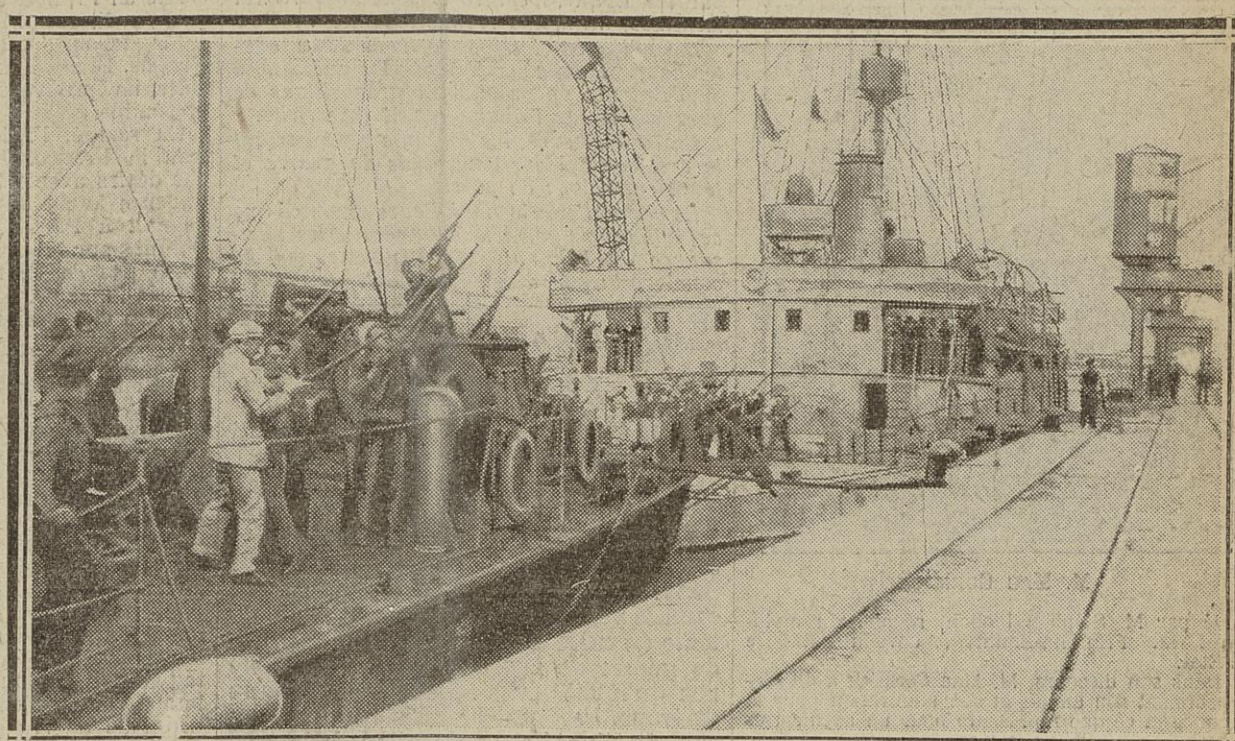
Jeudi
18
OCTOBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45 : :
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

ILS PRÉTENDENT BOMBARDER DES "FORTERESSES" Ils achèvent des blessés et tuent des enfants



SOLDATS ET CIVILS OBSERVENT LES AVIONS ENNEMIS A DUNKERQUE



BATTERIES CONTRE AVIONS A BORD DE MONITORS ANGLAIS DANS LE PORT



D'UNE MAISON DE DUNKERQUE, DES SAUVETEURS RETIRENT DEUX FILLETES : UNE BLESSEE, L'AUTRE TUÉE PAR LES BOMBES ENNEMIES

Les raids répétés des avions allemands sur Dunkerque ont causé de graves dégâts. Les bombes ennemies ont tué ou blessé de nombreuses personnes. Parmi les morts, victimes innocentes de ces attaques, se trouvent des enfants. L'hôpital de Rosendaël a reçu des obus incendiaires : des malades et des religieuses ont péri. Ces faits, aussi bien, ne sont point nouveaux : la "forteresse" de Dunkerque a déjà subi d'autres assauts d'une aussi

inutile sauvagerie, ainsi qu'en témoignent nos photos prises au cours de bombardements antérieurs, en 1915 et en 1916. En dépit de ces épreuves, les Dunkerquois, à qui leur maire, le commandant Terquem, donne l'exemple du courage, conservent une attitude admirable. Le président du Conseil, ministre de la Guerre, vient, on le sait, de leur rendre hommage en citant la ville, c'est-à-dire la population tout entière, à l'ordre de l'armée.

LA GRANDE AMITIÉ ET LE GRAND EFFORT DES ÉTATS-UNIS

Discours de M. Mac Cormick, député américain, au déjeuner offert en son honneur par le comité d'action à l'étranger.

M. Mac Cormick, membre du Parlement des États-Unis, de passage à Paris, chargé de faire dans tous les pays de l'Entente une étude en vue de l'organisation de la délégation américaine au Parlement interallié, a pris, hier, la parole, au déjeuner offert en son honneur par le Comité parlementaire d'action à l'étranger, comité présidé par M. Stéphen Pichon, sénateur, remplaçant M. Franklin-Bouillon, devenu ministre d'État.



M. MAC CORMICK

Dans son discours, M. Mac Cormick a dit éloquemment son amour et son admiration pour la France et ce que représente pour un avenir très prochain l'effort de son pays.

Je suis un vieil ami de la France, a déclaré M. Mac Cormick, mais elle me cause aujourd'hui une impression nouvelle et merveilleuse. Je suis venu ici craignant pour sa force, mais j'ai puisé du courage aux sources mêmes de sa puissance.

Quand la Touraine jeta l'ancre dans l'estuaire de la Gironde, j'étais angoissé par cette idée que je pourrais trouver la France épuisée, cette France où j'avais vécu enfant, cette France où plus tard j'avais amené ma jeune épouse, cette France évincée de mille souvenirs. Du moment où j'ai mis le pied sur le sol français, j'ai senti, comme Briarée, ma force centuplée au contact de sa vigueur. En passant devant ses bois, devant ses fermes, qui paraissent aux yeux du reste du monde de véritables jardins, j'ai vu la France active.

Pour nous, Américains, dont toutes les traditions sont purement démocratiques et républicaines, c'est une impression extraordinaire de rattacher les noms de rois presque légendaires, Clovis et Charles Martel, à ceux de simples citoyens, le généralissime et le maréchal de France : Pétain et Joffre. Ils symbolisent par ce caractère même le fait qu'il a pu rallier la plus grande partie du monde civilisé à la cause que défendent la valeur de vos armées et la sagesse de vos hommes d'État. La vieille Asie et la jeune Amérique, la vénérable Chine et dix Républiques du nouveau monde ont fait cause commune avec vous et avec vos alliés.

Dans une réunion comme celle-ci, à Londres, le chancelier de l'Échiquier a dit que toutes les merveilles de son organisation militaire ne sauraient pas de la faillite l'autocratie allemande impuissante à comprendre l'esprit des peuples démocratiques. On l'a bien vu, mieux que partout ailleurs, dans mon propre pays. Votre presse vous apporte l'écho du bruit fait par nos agitateurs, comme nous lisons dans la nôtre qu'il y a du scandale en France. Mais vous ne savez pas assez que la grande majorité des Américains d'origine allemande montre un loyalisme admirable ; ils sont aussi Américains, aussi patriotes, que les hommes de sang anglais, scandinave, slave, latin, ou, comme je le suis moi-même, de sang irlandais. Mon État natal, où 21 jeunes gens sur 26, tous d'origine allemande, sont volontaires dans l'armée. Des officiers américains, dont le nom est aussi allemand que celui d'Hindenburg, ne m'ont parlé qu'avec colère et dégoût de ces aviateurs allemands tuant de propos délibéré les femmes héroïques qui soignent les blessés.

D'immenses préparatifs se font de l'autre côté de l'Océan, mais on ne peut attendre un résultat immédiat, quand une tâche si considérable doit être remplie par un peuple qui n'était aucunement préparé à la guerre. Mes compatriotes n'étaient véritablement prêts pour ce qui concerne le sentiment de leur devoir et la ferme résolution héritée de leurs ancêtres, qui, debout sur les côtes hérissées de rocs, s'élevaient avec le psalmiste : « J'élèverai mes yeux vers les collines d'où vient mon secours. Celui qui garde Israël ne tombera ni dans la torpeur, ni dans le sommeil. »

D'immenses préparatifs, comme je l'ai dit, sont commencés. Vous avez vu dans vos rues des volontaires de l'armée régulière. Le message qu'apportent les Américains ne s'adresse pas moins à Guillaume de Hohenzollern qu'à votre France bien-aimée. Ils ont vu par leurs yeux ce que le monde connaît par ouï-dire : les preuves de votre héroïsme et de votre sacrifice.

Oui, mes amis, aussi sûrement que nous savons que la France est toujours vivante, nous savons que ses fils ne sont pas morts en vain. Nous autres Américains, nous savons que la France douce, gaie, tendre — comme elle l'était, et comme elle le sera encore — est terrible et inébranlable sur le champ de bataille, qu'elle reste mère des armées indomptables. Par-dessus les champs dévastés, par-dessus les clochers brisés de Reims, elle voit à travers les brouillards sanglants l'étoile de la victoire, cette France qui a tant souffert et qui souffre encore — la France victorieuse.

M. Painlevé, président du Conseil, répondant à M. Mac Cormick, a salué en lui « l'éminent citoyen de la grande nation américaine, ami des bons et des mauvais jours », et M. Franklin-Bouillon, ministre des Missions à l'Étranger, a terminé en évoquant les souvenirs de sa mission en Amérique.

LE DERNIER BLUFF DU GOUVERNEMENT AUSTRO-HONGROIS

« Puisque l'Entente ne se précipite pas sur nos offres de paix, nous allons, dit le comte Czernin, relever nos prétentions. »

ZURICH, 17 octobre. — On télégraphie de Vienne que le ministère des Affaires étrangères austro-hongrois a fait une communication aux journaux autrichiens.

Dans cette communication il est dit que le gouvernement austro-hongrois considère que les efforts en faveur de la paix faits par les Empires centraux sont aujourd'hui terminés, du moins momentanément.

Dans les cercles gouvernementaux austro-hongrois on considère que les puissances de l'Entente ont rejeté les propositions de paix faites par l'Allemagne et l'Autriche.

En conséquence, les Empires centraux ont le droit de réviser leurs buts de guerre et leurs conditions de paix.

Le comte Czernin a d'ailleurs annoncé que ces conditions seraient changées si les puissances de l'Entente n'acceptaient pas de conclure la paix immédiatement. — (Radio.)

Le gouvernement bulgare est insatiable

Mais M. Radoslavov, qui représente le parti de l'intransigeance, aura de rudes assauts à soutenir.

Le Sobranié bulgare a repris ses séances au moment où Guillaume II quittait Sofia. Si vraiment l'empereur allemand est allé visiter le roi Ferdinand pour obtenir de lui des concessions sur les buts de guerre de la Bulgarie, il ne semble pas qu'il ait réussi. Dans son discours du trône, Ferdinand a insisté de nouveau sur « la liberté et l'unification de la race bulgare ». C'est dire qu'il n'entend pas



M. RADOSLAVOV

renoncer aux conquêtes que la Bulgarie a faites, grâce aux Allemands, sur la Serbie et sur la Roumanie et même sur la Grèce, grâce au roi Constantin.

Ce discours du trône laisserait donc entendre que le gouvernement bulgare reste intransigeant et n'est pas disposé à faciliter pour son compte la paix que l'on désire à Berlin et à Vienne. L'aide de ses puissants complices a permis à la Bulgarie de prendre sa revanche de la deuxième guerre balkanique. Aujourd'hui, elle a les mains pleines. Que ses alliés se tirent d'affaire comme ils pourront. Quant à elle, elle ne veut qu'une paix, celle qui la laissera agrandie aux dépens de tous ses voisins.

Le peuple bulgare, qui est fatigué de la guerre, ratifierait-il le point de vue du gouvernement ? On annonce pour les prochaines séances du Sobranié de violentes attaques contre M. Radoslavov, qui représente la politique de l'intransigeance. Désireuse aujourd'hui d'avoir une Bulgarie qui ne soit plus intransigeante, l'Allemagne ne tient peut-être plus autant à M. Radoslavov que quand il s'agissait pour elle d'obtenir l'alliance bulgare. Et il ne serait pas impossible qu'après avoir soutenu à Sofia les belliqueux à outrance elle appuyât, aujourd'hui, les partis modérés de ses vœux et peut-être d'acquiescer encore. — J. B.

La bataille navale tarde à s'engager dans le golfe de Riga

Les Allemands continuent l'invasion méthodique de l'île d'Osël et paraissent avoir capturé les détachements russes qui se trouvaient isolés dans la presqu'île de Sworbe.

Au nord et au sud de l'île, dans les passes de Soela et d'Irben, les bâtiments légers des deux flottes sont entrés en contact et ont eu plusieurs escarmouches au cours desquelles l'ennemi, grâce à l'énergie de nos alliés, n'a pu remporter aucun avantage. Il a en même temps dirigé de nombreuses reconnaissances aériennes dans le golfe de Riga et jusqu'à Pernov, marquant ainsi le but de ses opérations.

Mais ce ne sont encore là que les préliminaires de la bataille. Elle tarde à s'engager, comme si les Allemands étaient surpris d'une résistance qu'ils ne prévoyaient pas et redoutaient des pertes qui affaibliraient leur flotte pour les luttes de l'avenir.

Sur le front occidental, l'activité de l'artillerie est redevenue très intense en Flandre, au nord de l'Aisne et sur les deux rives de la Meuse.

Jean VILLARS.

LA PRESSE ALLEMANDE PRÉTEND QUE LA FRANCE EST EN ÉTAT DE GUERRE CIVILE

Mais c'est en Allemagne que ni la politique ni l'emprunt ne marchent.

La presse allemande, sur un mot d'ordre, s'est emparée des incidents politiques qui viennent de se dérouler dans notre pays. Elle prétend que la France est dans un état de trouble grave et à la veille d'une complète dissolution. Pour ne prendre qu'un exemple, la Gazette de Magdebourg, un des principaux organes du parti national-libéral, imprimait hier que la guerre civile avait éclaté en France, ainsi qu'un ministre français l'avait déclaré à la tribune.

Magdebourg est loin de Paris et de la France. Si ses habitants en croient leur gazette, ils éprouveront une déception prompte et pénible.

En réalité, l'Allemagne n'a jamais compris la France. Elle a toujours confondu ses désirs avec les réalités. Le 5 août 1914, l'agence Wolff annonçait que la Commune régnait à Paris et que le drapeau rouge flottait sur l'Élysée. L'Allemagne ne se lasse pas de se repaître de ces fables et de ces illusions.

Notre vie publique, nos institutions et nos mœurs lui ont toujours échappé et, depuis la guerre, son flair s'est montré constamment en défaut au sujet de nos affaires intérieures. Mais c'est pour cacher les faiblesses de sa propre cuirasse et pour faire diversion aux soucis qui rongent le gouvernement impérial qu'une presse inspirée essaye aujourd'hui de faire croire à une guerre civile entre Français.

Il suffit de parcourir les journaux allemands pour voir qu'il n'est plus question chez nos ennemis que de crise, d'anarchie gouvernementale, d'incapacité des dirigeants. La rébellion de la flotte et les violentes discussions qui ont suivi au Reichstag occupent tous les esprits. En même temps, la souscription au septième emprunt de guerre se traîne, en dépit d'une publicité formidable. C'est aujourd'hui la clôture, et le Trésor impérial pourra s'estimer heureux s'il a obtenu quatre milliards de marks.

Voilà les raisons pour lesquelles la presse allemande dénature les choses de France et des présente sous un jour sinistre. En découvrant demain que la France unie et résolue fait toujours face à l'ennemi, l'Allemagne se sera ménagé une déception de plus.

Les conservateurs réclament un dictateur

BERNE, 17 octobre. — Dans les milieux politiques allemands, l'incertitude continue à régner sur le dénouement probable de la crise politique actuelle.

Nancy bombardé

Le nombre des victimes est de 10 tués et 40 blessés

OFFICIEL. — Hier, vers 19 heures, des avions ennemis ont violemment bombardé Nancy. On signale de nombreuses victimes dans la population civile. (Dix tués et une quarantaine de blessés.)

Dans les journées des 15 et 16 octobre, cinq avions allemands ont été détruits (quatre par nos pilotes et un par le tir de nos canons solitaires). En outre, vingt appareils ennemis sont tombés désemparés dans leurs lignes à la suite de combats aériens.

Notre aviation de bombardement a effectué diverses sorties. Les établissements militaires de Voltingen, les gares de Thionville, Mézières-lez-Metz, Metz-Woippy, les usines de Hagondange et celles de Rombach ont reçu de nombreux projectiles.

Les États-Unis auront un représentant à la Conférence des Alliés

NEW-YORK, 17 octobre. — D'après un renseignement non officiel donné par l'Associated Press, il est certain que les États-Unis seront représentés à la prochaine conférence de toutes les nations en guerre contre l'Allemagne, qui se tiendrait à Paris. — (Havas.)

Des députés américains vont visiter le front français

WASHINGTON, 17 octobre. — Dix membres du Congrès ne voyageant pas à titre officiel, mais portant des passeports spéciaux du State Department, se rendent en Europe pour visiter les fronts et fraterniser avec les parlementaires alliés.

On pense que d'autres congressistes suivront prochainement.

M. Painlevé félicite le général Pershing

Le président du Conseil, ministre de la Guerre, a adressé la lettre suivante au général Pershing, général commandant en chef les armées américaines en France :

Mon cher général,

J'apprends votre nomination au grade de général.

Je tiens à vous féliciter immédiatement de la haute distinction dont vous venez d'être l'objet et qui est la juste récompense de votre valeur et de vos grandes qualités militaires.

Toute l'armée française avec moi se réjouit de la promotion de celui qui, bientôt, conduira à la bataille et à la victoire les vaillants soldats de la grande République américaine.

Veillez agréer, mon cher général, les assurances de ma haute considération et de mes sentiments les plus amicaux.

PAUL PAINLEVÉ.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE

Rue de Rivoli, 55, PARIS PIGIER

Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc.

LE PRÉSIDENT MONIER DEVRA COMPARAITRE DEVANT SES PAIRS

Ainsi en a décidé, hier, après cinq heures d'audience, la Cour de Cassation réunie en Conseil de la magistrature.

La cour de cassation, réunie en conseil supérieur de la magistrature, a tenu, hier, à une heure, sa deuxième audience pour poursuivre l'examen de la demande de poursuites disciplinaires contre M. Monier, premier président de la cour d'appel.

Le conseil devait décider s'il y avait ou non lieu de « suivre ». En cas d'affirmative, le président Alphonse Bard, rapporteur, devait procéder à l'instruction de l'affaire, et ce n'est qu'après lecture du rapport que le président Monier pouvait être appelé à comparaître devant le tribunal de ses pairs.

Le conseil supérieur de la magistrature a simplifié cette procédure.

Après cinq heures d'audience — la délibération ne prit fin qu'à six heures — le conseil a décidé que M. le premier président Monier serait cité à comparaître devant ses pairs, jugeant à huis clos, le 6 novembre prochain, sans nouvelle enquête. En décidant ainsi, la cour suprême a admis que les explications du rapporteur et du procureur général, complétées par le mémoire adressé par le président Monier, ne nécessitent aucun complément d'instruction.

M. a été entendu hier par le capitaine Bouchardon

avait été convoqué, hier, par le capitaine rapporteur Bouchardon.

On se rappelle dans quelles circonstances le chèque de Duval avait été saisi.

Nous croyons qu'il sera de nouveau convoqué par le capitaine Bouchardon.

M. Turmel lit une nouvelle note...

Le député de Guingamp avait demandé à M. Gilbert à être confronté. Le magistrat instructeur lui a donné, hier après-midi, cette satisfaction, mais M. Turmel n'en a pas profité pour réduire à néant la grave accusation portée contre lui. Il a continué à user de la même procédure en recourant à un moyen dilatoire.

A trois heures, M. Turmel fut introduit dans le cabinet de M. Gilbert, où arrivèrent son défenseur M. Jacques Bonzon et MM. Saurmand, Durand, Lenoir, députés et questeurs de la Chambre ; Subie, trésorier ; Séguier, chef des huissiers, et Cousin, huissier.

M. Gilbert commença la confrontation en ces termes : — Vous avez demandé à être confronté avec les témoins ; je ne vois aucune utilité à procéder à cette opération à la Chambre ; je crois que vous pouvez vous expliquer ici ? Le député de Guingamp répondit par cette... lecture.

Monsieur le juge.

Depuis vingt-six jours vous m'avez inculpé d'opérations commerciales avec l'ennemi, en vertu de la loi du 4 avril 1915. Depuis vingt-six jours je vous demande de m'indiquer au moins une opération de cet ordre que j'aurais commise. Il y a trois jours encore, je vous faisais tenir, par mon défenseur, une lettre où je vous demandais formellement de le faire. Les communications judiciaires que vous parquiez dans la presse pouvaient être fautive, incomplètes, la presse pourra continuer de verser sur moi ses sarcasmes ; vous pourrez continuer de nous détenir en prison, ma femme et moi ; je me tairai tant que vous n'aurez pas indiqué les « opérations commerciales avec l'ennemi ». Mon silence sera légal, devant votre interrogatoire extraordinaire.

Aujourd'hui encore, vous vous y refusez. Aujourd'hui encore, vous vous livrez à des investigations qui ne reposent sur aucun texte pénal, parce qu'elles ne reposent sur aucun délit. Dans ces conditions, je me tais. Les communications judiciaires que vous parquiez dans la presse pouvaient être fautive, incomplètes, la presse pourra continuer de verser sur moi ses sarcasmes ; vous pourrez continuer de nous détenir en prison, ma femme et moi ; je me tairai tant que vous n'aurez pas indiqué les « opérations commerciales avec l'ennemi ». Mon silence sera légal, devant votre interrogatoire extraordinaire.

M. Gilbert ayant formellement déclaré que la lettre annoncée dans la note ne lui était jamais parvenue, M. Turmel affirma l'avoir remise à son défenseur.

Et M. Jacques Bonzon précisa : — Moi-même ai mis cette lettre à la poste aux environs de la prison de la Santé.

J'affirme n'avoir rien reçu, répéta M. Gilbert.

Après « cette » incidente le député de Guingamp reprit :

— J'ai exigé une confrontation à la Chambre. Je ne veux pas épiloguer ; je ne répondrai pas tant que vous n'aurez pas cité un seul acte de commerce avec l'ennemi que j'aurais commis... C'est n'est pas un délit, le fait de posséder des billets de banque suisses. Je suis victime d'une machination, d'un complot...

A ces derniers mots, M. Saurmand protesta, au nom de ses collègues, contre cette accusation.

J'entends vos protestations, acheva M. Turmel, mais je ne répondrai que lorsqu'on aura prouvé que je suis coupable...

L'affaire Bolo

Le capitaine Bouchardon a entendu hier matin, dans l'affaire Bolo, trois témoins, dont un très important. L'après-midi, le rapporteur a recueilli, dans cette même affaire, le témoignage d'un officier de l'armée allemande.

Opposition au non-lieu sur la mort d'Almeryda

Au nom de son fils, Jean Vigo, Mme Clévo-Almeryda a fait, hier, dans les vingt-quatre heures de la signification, opposition à l'ordonnance de non-lieu rendue par M. le juge d'instruction Drioux dans la plainte contre X... en assassinat de Miguel Almeryda. C'est par exploit de M. Dintign, huissier assignant au tribunal correctionnel, que l'opposition a été signifiée au Procureur de la République.



GÉNÉRAL VON GROENER

devait accompagner l'empereur à Constantinople, après la visite de Sofia, a brusquement interrompu son voyage pour aller conférer à Vienne avec le comte Czernin.

Quant à l'amiral von Capelle, il attend dans l'isolement que sa démission ait été définitivement acceptée ou refusée.

La majorité du Reichstag continue à se montrer hostile au chancelier et à demander son départ.

Quant à la presse conservatrice, elle n'hésite pas à demander une sorte de dictature animée d'une volonté implacable.

Les Nouvelles de Francfort vont même jusqu'à prononcer le nom du personnage le mieux qualifié pour exercer cette dictature. Il s'agit du général Groener. Il faut rappeler, à ce propos, que le général Groener jouit, dans les milieux socialistes et démocratiques, d'un certain prestige, mais la Deutsche Zeitung fait observer que ce choix ne serait pas très désirable et qu'il faut un homme capable de « dissoudre le Reichstag et de renvoyer les députés chez eux ».

La situation politique

Le gouvernement sera-t-il interpellé aujourd'hui sur sa politique générale ?

Plusieurs commissions ont tenu hier des réunions à la Chambre. Aussi les couloirs présentaient-ils une vive animation. On y commentait, comme on le fait d'ordinaire au lendemain des grandes séances, les scrutins de la veille et la situation du gouvernement. A ce sujet, certains envisageaient la possibilité d'un prochain remaniement ministériel.

Les ministres ont tenu, de leur côté, de 5 h. 1/2 à 7 h. 1/2, un conseil de cabinet au ministère de la Guerre. A l'issue de cette réunion, la note suivante a été communiquée :

Les ministres se sont réunis en conseil de cabinet sous la présidence de M. Painlevé et ont examiné les questions qui sont à l'ordre du jour des Chambres.

Le Conseil des ministres se réunira demain à l'Élysée.

A la Chambre, vers la fin de l'après-midi, on s'accordait pour prévoir un débat sur la politique générale et la politique extérieure du cabinet serait provoqué, cet après-midi même.

A sept heures du soir, toutefois, aucune demande d'interpellation n'était pas encore déposée.

A la mémoire de Guynemer

C'est cet après-midi, à l'ouverture de la séance de la Chambre, que doit venir la discussion du rapport présenté au nom de la Commission de l'armée par M. Paté, et concluant à l'adoption de la proposition de M. Lasies, relative à l'apposition au Panthéon d'une plaque devant rappeler les exploits du capitaine Guynemer.

L'appareil avec lequel Guynemer abattit dix-neuf avions sera exposé, aujourd'hui, dans la cour d'honneur des Invalides.

Une évasion malheureuse



L'AVIATEUR CHEMET

Aviateur français qui, prisonnier en Allemagne, tenta de s'évader et se noya en traversant le Rhin, au moment où il allait atteindre la rive suisse.

LES CONTES D'EXCELSIOR

DANS LE MONDE

PAR GABRIEL DARCY

MIRZA, levrette minuscule, collier de maroquin blanc clouté de turquoises, paletot-sac dernier modèle, avec martingale et poches pour le mouchoir armorié. C'est un peu inquiet, aspect un peu inquiet.

Le permissionnaire déjeune chez son élégant marabout. Les deux chiens, oubliés dans le salon, s'étendent à la dérobée. La petite chienne, pas très rassurée de se trouver seule avec ce compagnon hirsute et de manières brusques, se tient sur une prudente réserve. C'est à peine, après avoir, d'un oeil frémissant, regardé à l'ordre quelques parasites indiscrets qui rôdent sous son poil rude, se décide à sacrifier aux usages mondains.

CRAPOUILLOT. — C'est gentil, chez toi !... C'est un peu étroit, ça manque d'air et d'espace, mais c'est cosy, c'est confortable et c'est plein de coins épatants pour dormir. (Il saute sur une bergère et s'étend voluptueusement.)

MIRZA (scandalisée). — Que faites-vous ?... Ne vous a-t-on jamais appris qu'il ne faut pas monter sur les meubles avant de s'être fait essuyer les pattes par la femme de chambre ?

CRAPOUILLOT (joyeux). — T'en fais pas !... Si elle réclame, tu me l'enverras !... Est-ce que les patrons sont rieurs, dans ta cage ?

MIRZA (minaudant). — Oh ! ma maîtresse est charmante. Elle est aux petits soins pour moi. Elle me gâte... Tenez ! voyez le ravissant costume qu'elle m'a fait faire... C'est très seyant, n'est-ce pas, cette vareuse délicate, avec ces revers et ces petites poches ?... Ne trouvez-vous pas qu'elle me va bien ? Elle fait jeune et elle amincit les hanches...

CRAPOUILLOT (incrédule). — Tu chantes ?... Faut être dingue pour s'empaquer dans une tôle de tôle quand on n'est pas blessé !... Je croyais qu'on t'avait mis ça sur le râble parce que tu avais une maladie de peau...

MIRZA (suffoquée). — Oh !... quelle horreur ! ! !

CRAPOUILLOT (philosophe). — Faut pas crâner ! Ça peut arriver à tout le monde. Ainsi, moi, l'an dernier, j'ai bien attrapé la gale... (Il se gratte. MIRZA se recule instinctivement). T'en fais pas, c'est guéri depuis six mois...

MIRZA (hésitante). — Mais pourquoi vous grattez-vous sans cesse ?...

CRAPOUILLOT. — C'est rapport à mes totes et à mes pucés qui ne sont pas d'accord. (Il se gratte énergiquement.)

MIRZA. — Votre maître ne vous lave donc jamais ?

CRAPOUILLOT (égayé). — Penses-tu ? Il en a souvent plus que moi !... Et puis, faut bien que tout le monde vive ! (Un silence gêné, puis CRAPOUILLOT reprend) : Dis donc, on nous a oubliés. A quelle heure est-ce qu'on croûte dans ce patelin ?

MIRZA. — On va nous appeler pour la pâtée dès que le valet de chambre aura desservi.

CRAPOUILLOT (curieux). — Y a-t-il un bath cuistot ?...

MIRZA (avec une moue). — Il n'est pas maladroite, mais, avec ces maudites restrictions, cela devient terriblement difficile de se nourrir convenablement. On ne fabrique plus mon biscuit spécial, le pain. Violette est infâme, et ces deux jours sans viande m'abîment l'estomac !...

CRAPOUILLOT (goguenard). — Deux jours sans viande !... Pauvre trésor ! Viens sur le front : tu auras du rat tous les jours !...

MIRZA. — Ah ! cette guerre !... Comme c'est long ! N'en verrons-nous donc jamais la fin ?...

CRAPOUILLOT. — Qu'est-ce que tu dirais, ma vieille, si tu étais une chienne boche ?... C'est là-bas que les cabots doivent avoir le ventre creux !...

MIRZA. — Oui, le "berger allemand" du locataire du second m'a dit qu'il était rudement content de n'être pas dans son pays en ce moment !

CRAPOUILLOT (furieux). — Comment ! Il y a des bergers allemands à l'arrière pendant que les chiens français se font crever la peau sur le front ?...

MIRZA. — Oh ! ils ont des permis de séjour, et puis on les appelle maintenant des bergers d'Alsace... Ces chiens-là, paraît-il, c'est indispensable pour faire marcher les autos. Ça se met à côté du chauffeur et la voiture roule toute seule...

CRAPOUILLOT (amer). — Encore des embusqués de l'automobile !...

MIRZA (pour rompre le chien, très coquette). — Dites-moi, mon brave, voulez-vous que nous fassions comme nos maîtres ? N'aimeriez-vous pas que je sois votre maraboute ?

CRAPOUILLOT (sans enthousiasme). — C'est une idée comme une autre !

MIRZA (joyeusement). — Que je suis contente !... Vous avez été blessé, je crois ?...

CRAPOUILLOT. — Oui, deux fois : en Artois et à la cote 304.

MIRZA. — Bravo ! Bravo ! Mes amies vont en crever de jalousie !... Venez vous assoier près de moi et racontez-moi vos campagnes...

CRAPOUILLOT (souple, quitte à regret sa bergère et, tout en se rapprochant de sa maraboute, jume l'air avec une évidente surprise). — Qu'est-ce que c'est que cette odeur extraordinaire ?...

MIRZA (flatée). — On a parfumé mon petit mouchoir !...

CRAPOUILLOT (ouvrant de grands yeux). — Avec quoi ?...

MIRZA (importante). — C'est un mélange ! CRAPOUILLOT (éclatant). — C'est répugnant ! Qui est-ce qui peut bien inventer des horreurs pareilles ?... Passe-moi mon masque ! Je ne veux pas être asphyxié !...

MIRZA (outrée). — Butor ! ! !

CRAPOUILLOT (brutal). — De quoi ? De quoi ?... On roupette ? On fait des manières ?... Attends un peu, chérie ! J'te vas secouer les pucés !...

MIRZA (terrorisée et ravie). — Il va me battre !... C'est délicieux ! Ah ! mon chéri, comme tu sais parler aux chiens !... Je sens que je vais t'adorer...

CRAPOUILLOT (supérieur). — Toutes les mêmes !... Allons, allons, on les aura !... (Rideau)

Gabriel DARCY.

Accident mortel

M. Lucien Herse, âgé de soixante-quatre ans, demeurant 103, rue La-Boétie, a été renversé, hier, par une voiture automobile appartenant à M. Chériot, notaire, et conduite par le chauffeur Charles Roulet.

Transporté à l'hôpital Beaujon, M. Herse a succombé en arrivant.

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

POURQUOI LES MINISTRES DU CABINET SKOULOUDIS PASSERONT EN HAUTE-COUR

Le rapport de la Commission d'enquête vient d'être soumis à la Chambre.

ATHÈNES, 17 octobre. — Le rapport de la commission d'enquête sur le cabinet Skouloudis a été soumis à la Chambre avec les conclusions suivantes :

Les ministres du cabinet Skouloudis ont assumé le pouvoir sans la confiance du peuple ; ils ont signé la violation de la Charte et le décret de dissolution de la Chambre le 31 mai avec l'intention d'abolir la Constitution et d'appliquer la politique personnelle du roi.

Ils ont occasionné la perte d'un million de francs, par l'octroi illégal d'augmentations de soldes, d'allocations et d'indemnités militaires de tous ordres. Ils ont contracté en Allemagne deux emprunts secrets sans les présenter à la Chambre.

Ils ont prolongé de 25 ans les privilèges de la National Bank. Ils ont restitué les propriétés musulmanes en Macédoine, malgré les dispositions de la loi sur les représailles pour les propriétés grecques saisies en Turquie.

Ils ont violé le traité avec la Serbie.

Ils ont terrorisé l'opinion publique en utilisant des agents de police du corps de sûreté du roi, et les corps mercenaires de l'avocat allemand Esslin.

Ils ont organisé des attaques contre les citoyens et contre les journaux libéraux.

Ils ont prolongé sans raison la mobilisation pendant neuf mois, ce qui a provoqué l'indiscipline dans l'armée.

Ils ont protégé de toute façon la propagande allemande.

Ils ont livré aux Bulgares le fort de Rupel, des villes de la Macédoine, un corps d'armée et du matériel d'une valeur de plusieurs millions.

Le rapport conclut au renvoi devant la Haute-Cour par suite de la violation de la Charte, de la loi pénale et aussi de la transgression de la loi de la responsabilité ministérielle.

M. Coundouriotis est excepté de la mesure indiquée par le rapport.

Au cours de la séance, le député Philotas a proposé de compter comme temps de service dans l'armée hellénique le temps passé par les officiers de l'armée de la Défense nationale qui ont servi dans l'armée française.

Le gouvernement espagnol va rétablir les garanties constitutionnelles

MADRID, 17 octobre. — On annonce que le décret rétablissant les garanties constitutionnelles sera soumis demain à la signature royale.

La date du 11 novembre a été officiellement choisie pour les élections municipales.

Raid anglais sur Bruges

Plusieurs tonnes de projectiles ont été lancées sur les docks, dans la nuit du 15 octobre.

LONDRES, 17 octobre. — Un communiqué de l'Amirauté britannique annonce que de nombreuses tonnes de projectiles ont été lancées sur les docks de Bruges, dans la nuit du 15 octobre, par nos avions.

Un de nos avions de combat a descendu un appareil ennemi dans le voisinage de Zeebrugge.

L'observateur a été aperçu tombant de son siège et l'appareil est descendu ensuite en flammes.

Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Front français

14 HEURES. — En Belgique, nos patrouilles, au cours de reconnaissances poussées en avant de nos nouvelles lignes, ont ramené une trentaine de prisonniers.

Nous avons repoussé plusieurs coups de main au sud-est de Juvincourt, vers le mont Cornillet, et sur le front au nord du bois Le Chaume.

Dans cette dernière région, la lutte d'artillerie a pris vers la fin de la nuit une grande intensité.

De notre côté, nous avons réussi un coup de main sur une tranchée allemande au pied des côtes de Meuse, qui nous a permis de ramener des prisonniers.

Rien à signaler sur le reste du front.

23 HEURES. — Vives actions d'artillerie en divers points du front, particulièrement dans la région du plateau d'Ailles et sur la rive droite de la Meuse.

En Argonne, deux coups de main ennemis ont complètement échoué.

Front britannique

22 HEURES. — Aucun événement important à signaler.

23 HEURES. — Grande activité de l'artillerie allemande au nord-est d'Ypres et dans le secteur de la cote.

Continuation de l'activité de notre artillerie sur le front de bataille. Aucun autre événement important à signaler.

LA SÉANCE DE RENTRÉE DE LA CHAMBRE ITALIENNE A ÉTÉ FORT HOULEUSE

Les députés socialistes ont entravé le cours de la discussion par leur obstruction.

ROME, 17 octobre. — La première séance de la Chambre, contrairement à des habitudes pourtant bien établies, a été turbulente. Les socialistes, en présentant deux ordres du jour, l'un de M. Modigliani, blâmant l'insuffisante considération du gouvernement pour les institutions parlementaires, l'autre de M. Trèves, demandant une discussion préalable sur la crise qui s'est produite dernièrement dans le commissariat aux approvisionnements, ont montré qu'ils entendaient engager le combat sans retard et recourir tout au moins à la politique embarrassante et énervante des votes répétés et des appels nominaux.

Le groupe nouveau, dit des « 45 », quoi qu'il se compose actuellement de 70 membres environ, a fait ses débuts. M. Cocco-Ortu, son chef, ayant annoncé que sur une question de forme comme celle qui a été soulevée par M. Trèves il était inopportun d'émettre un vote politique et que, en conséquence, le groupe voterait pour le gouvernement, M. Cocco-Ortu et les siens tirent parole.

Le ministère, malgré une quinzaine d'absentions et la défection du réformiste Berini, a obtenu une forte majorité, mais cette première escarmouche laisse prévoir de prochains et durs combats. (Radio.)

Un avion français s'est abattu en Suisse

Les deux aviateurs qui le pilotaient sont morts.

BERNE, 17 octobre. — Le Bureau de presse de l'état-major de l'armée suisse annonce officiellement qu'aujourd'hui, à 4 heures 35, un avion français monté par deux aviateurs s'est abattu dans les environs de Bournesmin, près de Porrentruy, dans le canton de Berne.

Un des deux aviateurs qui le montaient fut tué par une balle, l'autre succomba aux douleurs causées par ses brûlures.

L'altimètre indique que le drame se déroula à une hauteur de 2.600 mètres. Les corps ont été rendus ce matin à la France à Boncourt, après avoir reçu les honneurs militaires. (Radio.)

BERNE, 17 octobre. — L'état-major communie la note suivante :

« Un avion français est tombé hier à la frontière ; il venait de la direction de Niedersepp, inclinant vers la cote 510, au nord-est de Bournesmin.

« Le poste suisse sur ce point, remarquant que l'appareil allait tomber, n'ouvrit pas le feu. L'avion survola la frontière à la hauteur de 800 mètres et vint s'abattre en forêt, au nord-ouest de Bournesmin.

« Les soldats, accourus, trouvèrent l'appareil complètement détruit et les occupants tués.

« Les corps des aviateurs, l'adjudant Gassaux et le sergent Boitel, ont été mis en bière dans l'église de Bournesmin et conduits sous escorte militaire, ce matin, à Boncourt. Après les honneurs rendus, les cercueils ont été remis à l'autorité militaire française à Delle. » (Havas.)

Deux espions sont arrêtés en Suisse

GENÈVE, 17 octobre. — La police genevoise a procédé à l'arrestation de Gaston d'Aberbergh et de son fils Jean, tous deux d'origine bernoise, inculpés d'espionnage pour le compte de l'Allemagne. (Radio.)

M. LLOYD GEORGE VIENT DE GAGNER UN PROCÈS CONTRE DES JOURNALISTES

Ceux-ci disaient qu'il avait quitté Londres par prudence lors d'un raid d'avions.

LONDRES, 17 octobre. — L'action en diffamation intentée par M. Lloyd George contre l'Exchange Telegraph Company, la Westminster Gazette et le Star a eu hier son épilogue : les défendeurs ont fait des excuses et paieront les dépens.

La compagnie et les journaux ci-dessus avaient publié que, dans la soirée d'une attaque aérienne violente contre Londres, le premier ministre était parti pour sa maison de campagne, ce qui impliquait une accusation de poltronnerie à l'égard du premier ministre.

Dans sa déposition, M. Lloyd George déclara qu'il s'était rendu en France, en compagnie du général sir William Robertson et de l'amiral Jellicoe pour y rencontrer M. Painlevé et le général Foch.

En arrivant à Charing Cross, dans la soirée de lundi, continua le premier ministre, j'entendis parler de l'imminence d'une attaque aérienne. La gare était dans l'obscurité et l'on se demandait si les trains pourraient partir. Nous, nous restâmes quelque temps arrêtés sur le pont qui est au-dessus de la gare. A ce moment, le raid éclata en plein développement et l'on voyait éclater les shrapnells. Je passai la nuit à Douvres et, à cinq heures du matin, nous partîmes pour Boulogne, où nous eûmes une entrevue, et de là nous nous rendîmes au quartier général de sir Douglas Haig. Nous fûmes de retour à Londres très tard dans la soirée de mercredi. C'est à ce moment que j'apprenais la diffamation dirigée contre moi.

L'avocat dit alors au premier ministre : — Si ce n'avait été qu'une attaque personnelle contre vous, vous n'auriez sans doute pas jugé nécessaire d'engager une action comme vous l'avez fait ?

« A quoi le ministre répondit que s'il devait intenter un procès contre tous ceux qui l'attaquaient il n'aurait plus une seule minute à lui.

« Mais, ajouta-t-il, dans l'espèce, j'ai pensé que l'article qu'il était attaqué constituait un véritable danger. Dans le temps que nous traversons il est essentiel que la population garde son calme et se rende compte des proportions réelles du danger. Tout ce qui tend à grossir le péril dans l'esprit national constitue un danger public. Les gens se diraient par exemple : « Voici le premier ministre qui est au courant de tout, il sait ce qu'il convient de faire, et il le voit qui part s'abriter. »

« Je ne vois rien qui soit plus propre à jeter la panique dans Londres. C'est pourquoi j'estime qu'il est de mon devoir, non pas de me protéger moi-même, mais de protéger le public contre un tel état de choses, et, en conséquence, de prendre les moyens les plus sûrs et les plus frappants pour obliger mes accusateurs à donner la même publicité au démenti du fait reconnu inexact qu'ils en ont donné à l'affirmation même de ce fait. Mon secrétaire m'a dit combien la fausse accusation portée contre moi avait créé de sensation dans les quartiers populaires de l'est de Londres et parmi les ouvriers des munitions à Woolwich. Tout ce que je veux maintenant, c'est que le public sache que les affirmations produites contre moi sont fausses.

A ce moment l'avocat des défendeurs offrit les plus complètes excuses et exprima son très sincère regret.

Le président déclara alors que les défendeurs avaient pris le seul parti possible après une accusation aussi grave et aussi irrépréhensible.

M. Lloyd George déclara alors abandonner les poursuites.

Lorsqu'il monta dans son auto il fut chaleureusement acclamé par les assistants.

Ce que l'on dit à l'étranger

LE MALAISE INTERIEUR ALLEMAND

La Gazette populaire de Cologne : La démission de l'amiral von Capelle est une satisfaction suffisante donnée à la majorité. L'importance des incidents de la semaine passée n'est pas telle qu'elle exige une crise de la chancellerie ; la retraite de M. Michaelis, sous la pression de la majorité, infligerait trop sur la nature même du gouvernement et sur la question du régime parlementaire.

La Gazette de Francfort : Quelles que soient les personnes qui ont la mission de réaliser le projet de réforme électorale, elles sont liées par les promesses impériales du mois d'avril et du mois de juillet, et elles ont le devoir d'employer tous les moyens dont elles disposent pour faire triompher la réforme. Il ne saurait être question d'un nouvel ajournement.

LA BATAILLE DES FLANDRES

Le Berliner Tageblatt : Les attaques anglaises continuent méthodiquement. Aussi longtemps que la forêt d'Houthulst et le front Gheluvelt-Zandvoorde-Hollebeke seront les possessions des forces allemandes, nous pourrions tenir — bien que nous n'ayons repoussé que sur une faible profondeur le choc que l'ennemi avait enfoncé dans notre centre — aussi longtemps que le front d'attaque anglais ne s'étendra pas, et que nos deux ailes ne seront pas refoulées.

Toute nouvelle avance est plus dangereuse pour l'assaut que pour le défenseur. Avant qu'aucun jugement puisse être porté par nous sur le résultat de la bataille des Flandres, il faut attendre l'issue de tous ces combats.

Les Allemands ont inventé un gaz asphyxiant qui attaque les poumons

Les Allemands, qui ont inventé les gaz asphyxiants, ont trouvé mieux depuis. Ils se sont mis tout récemment à lancer sur le front russe des vagues d'un gaz nouveau qui attaque l'organisme à la manière de la peste.

Les soldats allemands qui l'émettent sont obligés de s'éloigner vivement des qu'ils ont projeté la vague afin de ne pas être incommodés.

Les soldats russes ont baptisé « gaz pulmonaire » le nouveau produit allemand.

Les Allemands canonnent les bateaux de sauvetage

LONDRES, 17 octobre. — Les marins américains qui se trouvaient à bord du navire anglais torpillé dimanche dernier ont fait le récit suivant de l'événement :

« Le navire a été attaqué dimanche de bonne heure, par deux sous-marins. Il essaya vainement d'éviter le projectile en continuant sa marche en zigzag. Deux bateaux de sauvetage furent réduits en miettes. Cinquante hommes s'embarquèrent dans les deux autres et s'éloignèrent du navire qui était prêt à couler.

Les sous-marins se mirent alors à la poursuite des embarcations et ouvrirent le feu sur elles à une distance de quatre milles. Ils tirèrent une douzaine de projectiles, qui tuèrent deux hommes et en blessèrent plusieurs. Les canots étaient très endommagés, et risquaient de couler quand les hommes furent sauvés par un bateau patrouilleur. » (Radio.)

Une agence de désertion

Le 2^e conseil de guerre avait à juger, hier, une bande de déserteurs qui avaient organisé une agence de faux certificats de réforme et de faux livrets militaires.

Après réquisitoire du capitaine Legouff et plaidoiries de M^{rs} Jacques Bonzon, Zévaës, Théodore Valensi, Bernardet, Lejeune, Baillet, Eléonore, le conseil a condamné :

Adolphe Chastand et Robert Porchet à quinze ans de travaux forcés, dix ans d'interdiction de séjour et à la dégradation militaire ;

Lucien Boursat à dix ans de travaux publics et à la dégradation militaire ;

Joseph Duprat et Philippe Teilhet à cinq ans de travaux publics ;

Henri Astlack à trois ans de la même peine. Leur complice, la femme Rebecca Cohen, s'est vu infliger un an d'emprisonnement avec l'application du sursis.

Bourse de Paris du 17 octobre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			10 ^e Fonc. 1895	344	342 50
5 0/0 (libéré)	88 50	88 50	10 ^e Fonc. 1903	378	382
5 0/0 (non libéré)	88 50	88 50	10 ^e Fonc. 1909	201	200 75
4 1/2 0/0	61 20	61 20	10 ^e Fonc. 1913	400	400
4 0/0	61 20	61 20	10 ^e Fonc. 1917	347	344
3 1/2 0/0	89 05	89 05	10 ^e Fonc. 1920	315	313
Trent 1892	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1921	1320	1320
1893	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1922	795	795
1894	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1923	880	875 1/2
1895	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1924	920	920
1896	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1925	706	706
1897	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1926	1130	1115
1898	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1927	448	448
1899	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1928	432	432
1900	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1929	1917	1910
1901	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1930	4640	4640
1902	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1931	310	310
1903	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1932	868	868
1904	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1933	440	440
1905	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1934	414	414
1906	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1935	491	470
1907	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1936	389	393
1908	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1937	13	13 25
1909	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1938	87 75	85 50
1910	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1939	130	134
1911	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1940	660	666
1912	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1941	246	250
1913	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1942	73 1/2	75 1/2
1914	320 50	320 50	10 ^e Fonc. 1943	567 1/2	572 1

